

COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET AVIS.

L'Utilité des deux Mondes.

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 28 MAI, 1789.

[No. 6.]

Suite des Travaux du Congrès.

Chambre des Représentans, Mardi 6 Mai.

APRES quelques observations sur le résultat de l'assemblée de la Virginie, au sujet des amendemens, on reprit les droits de tonnage qui occasionèrent quelques débats de la part des états du midi, ces états ont à combattre beaucoup de désavantages relativement au transport de leurs productions, lesquels sont occasionés par le nombre insuffisant de navires.

M. Ames se servit de la nécessité d'encourager la construction des navires, pour réfuter les argumens qui avoient été allégués contre l'impôt ; il ajouta que la nécessité et l'importance d'une marine sont reconnues de toutes parts—M. A. opina à l'imposition du tonnage.

MM. Goodhue et Madison observèrent que la diminution de batimens en Amérique n'étoit pas causée, comme on l'avoit dit, par le défaut d'encouragement, mais par l'esprit de monopole des nations étrangères, par les longs crédits qu'ils donnoient, crédits qui faisoient, et ruinoient les négocians qui s'y livroient avec trop de confiance.

M. Smith combattit aussi l'impôt du tonnage.

Mercredi, 7 Mai.

M. Heister présenta une pétition, au nom de M. Arthur Grier, exposant qu'il avoit, au moyen de certains calculs, établi la meilleure méthode qui ait encore paru, de trouver la longitude en mer, et suppliant le Congrès de lui accorder la propriété exclusive de vendre ses différens plans.

M. Lawrence introduisit le résultat de la législation de New-York, sur les amendemens.

Il fut ensuite imposé 30 s. p. ton. sur les batimens des puissances avec lesquelles les Etats-unis ont fait des traités.

Jeudi 7.

M. Madison fit la motion de réduire le droit de 50 s. par ton. à 40 sur les batimens des puissances, avec lesquelles on n'a point fait de traités, jusqu'au mois de Janvier, 1790 ; et qu'alors, il fût de 75. Cette motion produisit quelques débats, et elle ne put passer.

Il fut ajouté au rapport précédent, une clause dont l'objet est d'empêcher que d'autres batimens que ceux qui appartiendront aux citoyens de l'Amérique, ne fassent le cabotage.

Cette addition fut acceptée, et il fut nommé un comité pour rédiger un bill.

Vendredi 8.

La chambre présenta une adresse au Président. [Voyez No. 5 de ce Courier]

Samedi 9.

Le bill établissant le mode de perception fut lu une seconde fois.

La chambre rentra en comité, et prit connoissance du bill, sur l'imposition des droits sur les articles importés.

M. Tucker proposa une réduction sur l'esprit de la Jamaïque ; il étendit ensuite cette réduction sur tous les articles denombés dans le bill sous les yeux du comité—ce sentiment fut supporté avec beaucoup d'éloquence et d'énergie, par plusieurs orateurs—on soutint que les hauts droits étoient oppressifs ; qu'ils produisoient la contrebande, renverseroient les intentions du gouvernement, en diminuant le revenu ; qu'ils étoient contraires au vœu et aux espérances des citoyens.

On exposa les dangers qu'entraînoit la contrebande ; on fit voir qu'il étoit impossible de l'empêcher, surtout quand on considère nos moyens multipliés.—Compter sur les vertus et sur le patriotisme des particuliers, quand leurs intérêts et d'autres tentations puissantes leur dictoient le contraire, c'étoit établir son calcul sur des prestiges—au lieu que des droits modérés rendroient la perception aisée, en couvrant d'opprobre celui qui violeroit les lois de son pays, et qu'ils écarteroient l'idée d'un gouvernement *impopulaire*, et d'un système rigoureux.

Cette réduction fut aussi vivement combattue qu'elle avoit été supportée—elle ne put passer.

Il y eut pour 19

Contre 26

La chambre ajourna.

LUNDI 11.

Il fut reçu un message du sénat, informant la chambre, qu'il avoit été nommé un comité pour se joindre à celui qu'il plairoit à la chambre de nommer, et conférer sur le titre qu'il sera convenable de donner au Président des Etats-unis.—Il s'éleva de longs débats—plusieurs membres soutinrent qu'il étoit impropre de donner d'autre titre au Président, que celui que lui donne la constitution—que c'étoit une imitation servile des Européens—que la plupart des titres avoient été prostitués ; qu'il y en avoit qui approchoient du blasphème, tels que *leurs hautes puissances*.

On nomma un comité pour joindre celui du sénat. Ajourné.

Mardi 12.

Il fut présentée une pétition de M. Jedidiah Morfe, auteur du livre intitulé *American Geography, Géographie de l'Amérique*, suppliant le Congrès de lui accorder le droit exclusif de vendre ledit ouvrage ; et que ce droit s'étende à empêcher qu'on n'y fasse des changemens, au préjudice de l'auteur ou du compilateur.

On lut aussi une pétition de quelques citoyens du Jersey, en opposition à celle présentée par des citoyens du dit état, relative aux tumultes de l'élection de leurs représentans.

Le comité des élections rapporta plusieurs titres, recours, &c. comme preuves admissibles de l'honorable M. Smith, membre de la Caroline du sud.

M. Wheaton fut choisi *sergent d'armes*.

L'impôt de 6 sols sur la mélasse fut, après de longs débats, réduit à 5.

MERCREDI 13.

M. Thatcher présenta une pétition au nom des négociants de Portland du Massachusetts, suppliant que le droit sur la mélasse ne soit pas passé en loi.

La chambre se forma en comité—et elle s'occupa du bill des impôts.

Les articles suivans furent ajoutés à l'énumération, savoir, porcelaine, fayance, miroirs, et broffes—elles furent taxées 7 1-2 p. cent ad valorem.

Le salpêtre fut affranchi.

M. Parker proposa qu'il fut imposé 10 dollars par chaque esclave qui sera importé dans les Etats-unis.

Cette motion occasiona de longs débats ; on alléguait que ce droit seroit regardé comme *direct* et oppressif pour les Etats du midi : d'un autre côté, les partisans de cette motion soutinrent que le vœu de la nation étoit, qu'il ne s'importe plus d'esclaves ; que le Congrès doit justifier ses sentimens, autrement on croira que son dessein est au moins de fermer les yeux sur la traite des nègres : que l'humanité et la bonne politique demandoient une forte taxe ; enfin qu'il avoit été reconnu que l'intérêt des états, qui s'y opposoient, leur dictoit d'abolir la traite des nègres, avec laquelle leur prospérité, et la considération de ces états étoient si intimement enlacées.

M. Parker retira sa motion, afin d'introduire un bill relatif à cette taxe.

Il fut présenté une pétition de John Fitch au sujet d'un bateau qui va au moyen de la vapeur d'eau bouillante, inventé par M. J. F.

JEUDI.

Il fut reçu un message du sénat annonçant qu'il avoit nommé un comité pour joindre celui que nommeroit la chambre, pour déterminer le nombre de Gazettes que les membres devoient recevoir, aux dépens du public.

Il fut reçu un mémoire des distillateurs de Philadelphie, exposant que les droits imposés sur la mélasse étoient hors de proportion avec ceux qui avoient été imposés sur le rum étranger.

M. M. proposa qu'il fût ajouté au bill de l'impôt la clause suivante “ qu'il soit permis un discompte de tant p. c. sur tous les droits imposés sur les marchandises importées par des batimens, appartenant aux citoyens de l'Amérique.

Cette proposition produisit de long débats, que les bornes de cette feuille nous forcent d'omettre.

Les membres des états du midi s'opposèrent à cette clause. M. Jackson. " Je croyois que le sujet de cette distinction avoit été épuisé lors de la question du tonnage. Je croyois que les intérêts des états du midi avoient été suffisamment foulés, pour encourager la navigation des états du nord—on cite les réglemens de la Grande-Bretagne ; mais la G. B. est toute différente de ce pays. Cette nation située sur une petite île a besoin de tout l'encouragement possible, afin d'accroître sa navigation et son commerce. Mais en est-il de même de l'Amérique ? nous sommes une nation de laboureurs—L'agriculture, est le grand soutien de ce pays, c'est sur elle que nous devons nous reposer ; cependant jettons un coup d'œil sur ce qui se passe, comme elle est négligée ; comme elle est sacrifiée à la navigation et aux manufactures ? notre navigation n'est qu'un objet secondaire, quand on la compare à l'agriculture. Le commerce et la navigation doivent être le résultat d'un peuple fait, nous ne sommes encore que des enfans : ce seroit vouloir courir avant d'avoir quitté nos lisières—J'espère que cette proposition ne sera pas adoptée.

MM. Gerry et Lawrence parlèrent en faveur de la clause ; et MM. Jackson, Tucker, Parker, et Seney s'y opposèrent—on recueillit les voix et la question passa affirmativement—on remplit l'espace, laissé en blanc, 10.

VENDREDI.

M. Bland du comité nommé pour conférer avec celui du sénat, sur la méthode de rédiger les bills, sur les arrangemens à prendre, tant pour les passer, que pour les compléter, fit rapport.

Comme ce rapport étoit long et important, il fut voté que la chambre se formât en comité, Lundi prochain, pour en prendre connoissance. D'après la motion de M. Thatcher, il fut voté que l'on en fit imprimer 100 exemplaires, pour l'inspection des membres.

MM. Sylvester, Winkoop et Smith furent nommés en comité pour examiner le sujet des Gazettes—Le même comité fut autorisé à recevoir les propositions des différens imprimeurs relatives à l'entreprise des travaux de la chambre.

M. Boudinot proposa que la chambre votât que Mardi prochain, elle se formât en comité pour prendre connoissance des arrangemens à prendre concernant le département exécutif—cette proposition fut reçue.

M. White présenta un arrêté de la législature de la

Virginie par lequel cet état offre au Congrès 10 miles en carré, dans quelque partie de l'état qu'il plaise au Congrès de choisir

M. Madison proposa une clause à insérer dans le bill des impôts, dont l'objet est d'en restreindre l'existence ; cette motion donna lieu à de longs débats de part et d'autre. M. M. observa qu'il étoit également incompatible avec l'esprit de la constitution, et le républicanisme de passer une loi sans limites, sur-tout quand le revenu qui en étoit l'objet devoit être appliqué à des choses qui n'étoient point encore établies, et qui, peut-être ne pouvoient s'établir d'après l'état de l'union—que le Congrès en passant une loi perpétuelle pour la perception du revenu, exciteroit les justes alarmes du peuple—la chambre des représentans, ajouta M. M. a le seul droit de lever un revenu dans le principe, c'est de la conservation de ce droit, que dépend notre prérogative essentielle : C'est principalement pour cette raison, que la branche démocratique de cette législature est composée d'un plus grand nombre choisi pour un espace moins long que l'autre, qui par conséquent doit émaner plus souvent de la masse des citoyens—or, si le bill n'est point limité, quelque oppressif, quelque injuste qu'il soit, il ne sera plus au pouvoir de la chambre d'y faire des changemens, puisque le Président et un tiers du Sénat peuvent, quand il leur plaira, l'empêcher—cela rendroit les fonds publics tout-à-fait indépendans du peuple—les administrations futures pourront s'en servir pour opprimer le peuple. On a beaucoup parlé sur les imperfections du bill que nous avons sous les yeux ; c'est donc à la garde de l'expérience et du temps qu'il faut le livrer, eux seuls peuvent faire connoître la nécessité, et l'importance des changemens—sans cela, le peuple sera privé de la plus chère de ses prérogatives, dont la chambre des représentans est le plus ferme appui, comme le meilleur gardien.

M. Ames. " Pour pouvoir entendre cette question, il faut entendre à fonds les amendemens que l'on propose.

On allégué en premier lieu que le produit des impôts n'est point encore approprié ; mais craint-on qu'il ne le soit, ou craint-on qu'il ne soit mal appliqué ? si cela est, on doit retarder le bill ; mais il ne s'ensuit pas qu'on doive en limiter la durée, et si on n'a pas ces craintes, pourquoi fait on des objections ?

On dit encore que le bill est imparfait, eh bien, re-

vifons-le, corrigeons-le, ce feroit un grand mal, de paffer un bill qui contiendrait des erreurs reconnues, ce feroit un grand mal tant qu'il feroit en force; mais dira-t-on, il eft inutile de faire une loi perpétuelle, parce que les motifs qui la font naître n'exifteront plus, je réponds à cela, le public aura toujours befoin d'un revenu.

Mais arrêtons-nous au folide, et non aux fons; que veut-on dire par loi temporaire, loi perpétuelle? on paffe un acte temporaire, pro hac vice, s'il eft mauvais, on n'attend pas des années pour le changer.

On fait diverfes propositions quant au terme de l'épreuve; les uns difent un an, les autres deux, et d'autres difent trois—un an peut fuffire pour une épreuve; mais n'eft-ce pas un grand mal que d'être obligé de recommencer tout ce que l'on a fait tous les ans? eft-il défirable, eft-il sûr de remettre les mêmes fujets fur le tapis, de débattre les différens intérêts et les politiques partiales une fois par an? cette mefure n'entraîneroit-elle pas des longueurs infinies? s'il eft limité, pourra-t-on faire un emprunt nouveau de l'intérêt de nos dettes, fur le crédit de fonds fi incertains? car il y a des nations qui ont hypothéqué leurs taxes pour leurs dettes—confidérons l'avantage du crédit; il a rendu la Grande-Bretagne riche et puiffante. Les gouvernemens defpotiques ni les démocraties ne peuvent l'acquérir, ce crédit; mais les républiques, les républiques pures peuvent et doivent le pofféder.—Quels font les moyens d'y arriver? un acte fans limites devroit être en force jufqu'à ce qu'il foit caffé, alors fi le revenu étoit engagé, on ne pourroit y toucher fans un acte direct de fraude et d'injuftice, encore, le Préfident auroit-il fa voix; conféquemment, il eft certain que cela n'arrivera point; les créanciers peuvent donc compter fur ce gouvernement avec autant de confiance que fur aucun autre du monde. Mais il n'en eft pas de même d'un acte qui expire de lui même, il ne préfente pas les mêmes raifons de confiance—on fe demande, nous déferons-nous de notre pouvoir? mais que l'acte foit limité, et le pouvoir aura bientôt des bornes: le pouvoir confifte à faver l'honneur et les fonds publics qui font limités—on nous confeille de *tenir foigneufement les cordons de la bourse*, nous le devons, mais à qui eft l'argent qu'elle contient?—on nous dit que les étrangers faifiront nos navires pour leurs dettes; fi nous leur devons pourquoi les retiendrions-nous? quelles raifons avons-nous à leur donner pour les retenir? M. A. étoit entièrement oppofé à la motion.

M. Page dit quelques mots en faveur de la motion à quoi M. A. répliqua.

[La fuite à l'ordinaire prochain.]

F R A N C E.

Lettre circulaire, fur la convocation des Etats-Généreaux.

“ Nos bien-aimés,

“ Nous avons befoin du concours de nos fideles fujets, pour nous aider à furmonter les difficultés qui nous environnent concernant l'état de nos finances, et pour établir, felon nos fouhaits, un ordre confiant, ferme, et invariable dans chaque partie du gouvernement qui interrefte le bonheur de nos peuples, et la profpérité de notre royaume. Ces grands motifs nous ont déterminé à convoquer l'afsemblée des Etats dans toutes les provinces de notre obéiffance, afin que non-feulement, ils puiffent nous confeiller et affifter dans tous les objets qui leur feront propofés, mais encore qu'ils nous repréfentent les vœux et les griefs de nos fujets; afin que par une confiance réciproque, et un amour mutuel du fouverain et de la nation, on puiffe apporter le plutôt poffible, un remède efficace aux maux de l'état, et que les abus de tous les genres foient réformés et prévenus par de bons et folides moyens, propres à affurer la durée de la félicité publique, et rendre fur-tout le calme et la tranquillité dont nous avons fi long-temps été privés. Nous annonçons donc, que notre intention eft de commencer l'afsemblée des Etats-Généreaux et libres de notre royaume, le Lundi fept du mois d'Avril prochain, dans la ville de Versailles où nous entendons et defirons qu'il affifte des perfonnes les plus refpectables de chaque province, baillages, fénéchauffées: c'eft pourquoi, nous vous enjoignons et ordonnons, auffi-tôt la préfente reçue, de convoquer et d'afsembler dans la ville de — de la manière la plus prompte, les perfonnes les plus propres des trois états du baillage et de la fénéchauffée de — Afin qu'ils confèrent enfemble fur les objets de plaintes, griefs et remontrances, comme auffi fur les moyens et les avis qu'ils ont à propofer à l'afsemblée générale defdits états, après quoi, ils devront choifir et nommer telles et telles perfonnes, &c. de chaque claffe—toutes dignes de cette marque de confiance, diftinguée par leur intégrité et leurs talens. Les députés ou repréfentans des provinces, baillages, fénéchauffées, feront munis d'instructions néceffaires, et d'un pouvoir fuf-

étant, pour proposer, remontrer, conseiller et consentir à tout ce qui peut intéresser les besoins présents, ou futurs de l'état ; la réforme des abus, l'établissement de l'ordre ferme, et permanent, dans chaque branche de l'administration, la prospérité de tout notre royaume, et le bien-être de tous nos sujets ; les assurant que de notre part, ils trouveront la meilleure volonté, et la plus grande affection, pour maintenir, et exécuter tout ce qui aura été concerté entre eux et les dits états, soit pour l'impôt qu'ils fixeront, soit pour l'établissement d'une règle constante, dans toutes les parties de l'administration, ou de l'ordre public ; leur promettant, sur-tout, de demander et d'écouter favorablement leurs avis sur tout ce qui pourra intéresser le bien de la nation ; de réparer leur torts, et de nous occuper des propositions qui nous seront faites, afin que notre royaume, et nos sujets en particulier, puissent se ressentir pour toujours des effets d'une assemblée si grande et si noble.

Donné à Versailles le 24 Janvier, 1789.

LOUIS.

Plus bas,

LA W. DE VILLEDEUIL.

Continuation du Rapport de M. Necker.

VOTRE Majesté est encore déterminée à appuyer de son autorité, tous les projets qui tendront à la plus juste répartition des impôts ; mais en secondant les dispositions généreuses qui ont été manifestées par les princes, par les pairs du royaume, et par les notables du clergé, et de la noblesse, votre majesté, desirant cependant que, dans l'examen des droits et des faveurs, dont jouissent les ordres privilégiés, on montre des égards pour cette partie de la noblesse qui cultive, elle même ses champs, et qui souvent, après avoir supporté les fatigues de la guerre, après avoir servi le roi dans ses armées, vient encore servir l'état, en donnant l'exemple d'une vie simple, et laborieuse, et en honorant par ses occupations, les travaux de l'agriculture. Je ne rappellerai pas d'une manière plus étendue à V. M. tous les projets qui promettent à ses intentions bienfaisantes, un avenir digne de la sollicitude paternelle et de son amour du bien public. Serait-il possible, que des craintes spéculatives, que des événements prématurés, vinssent mettre obstacle à cette harmonie, sans laquelle les assemblées nationales ne sont plus pro-

pres à seconder l'administration ? Est-ce dans un moment de crise qu'il faut se désunir ? Est-ce au moment où l'incendie a gagné l'édifice, qu'il faut perdre le temps en vaines disputes ? Eh quoi ! les François qu'on a vu fléchir, dans d'autres temps, devant la seule parole d'un ministre impérieux, n'opposeroient-ils de résistance qu'aux tendres efforts d'un Roi bienfaisant ? Ah ! que chacun de vous soit tranquille oserois-je leur dire, le plus droit, le plus intégral des princes, environnera son esprit des délibérations des Etats-Généraux, et son desir le plus ardent, c'est que la prospérité de l'état ne soit due qu'au zèle empressé de tous les ordres du royaume. Toute défiance anticipée, seroit une véritable injustice. Hélas ! en d'autres temps on se fût approché du trône avec transport, pour inscrire dans un registre national les déterminations de votre majesté, et pour en recevoir d'elle ces gages de bonheur, d'une voix unanime, et d'un commun accord. Non, je ne desespere point qu'un pareil sentiment ne renaisse encore, et qu'un nouvel ordre de choses, joint à l'impression des vertus de votre majesté, et aux douces et sensibles inclinations des François, triomphe enfin, de ce malheureux esprit de désunion, que de malheureux évènements ont semé au milieu de nous, mais, qui se perdra dans une suite de beaux jours, dont il me sera permis de voir l'aurore.

Je prie V. M. de me pardonner si je m'abandonne à ces sentimens, en lui adressant la parole, je ne puis mettre de l'ordre dans ces réflexions, au milieu des travaux de tous genres qui me laissent si peu de momens ; mais c'est un guide aussi que le sentiment, et il seroit à desirer que, dans les grandes circonstances, tout le monde le suivit, et qu'on suspendit, pour un temps, les combinaisons de l'esprit, ces anticipations exagérées qui égarent si facilement.

Qu'il me soit permis, après avoir entretenu votre majesté d'une question dont la décision est devenue si importante, qu'il me soit permis, après avoir resumé les diverses intentions de votre majesté, relatives au plus grand avantage de ses peuples, qu'il me soit permis, dis-je, de m'arrêter un moment sur le bonheur particulier de votre majesté ; il faut en convenir, la satisfaction attachée à un pouvoir sans limites, est toute d'imagination ; car si le souverain ne doit se proposer que le plus grand bonheur de l'état, et la plus grande félicité de ses sujets, le sacrifice de quelques-unes de ses prérogatives, pour atteindre à ce double but, est

certainement le plus bel usage de sa puissance et c'est même le seul qui ne soit pas susceptible de partage, puisqu'il ne peut émaner que de son propre cœur et de sa propre vertu, tandis que les abus et la plupart des exercices journaliers de son autorité, dérivent le plus souvent, de l'ascendant des ministres. Ce sont eux qui, se trouvant presque nuls au milieu d'un ordre constant et invariable, voudroient que tout fût conduit par les volontés instantanées du souverain, bien sûrs d'avoir une influence proportionnée à la multitude d'intérêts particuliers qui aboutissent à eux, et à la variété des ressorts qu'ils font agir, mais, si votre majesté arrête son intention sur le présent et sur l'avenir, si elle y réfléchit avec ce jugement sage et modéré, qui fut un des caractères remarquables de son esprit, elle verra que dans la plan général dont elle s'est formé l'idée, elle ne fait qu'assurer simplement l'exécution de la première et de la plus constante de ses volontés, l'accomplissement du bien public ; elle ne fait qu'ajouter à ses vœux bienfaisantes, des lumières qui ne sont jamais incertaines, lorsqu'elles sont le résultat des vœux d'une assemblée nationale bien ordonnée : alors votre majesté ne sera plus agitée entre les divers systèmes de ses ministres ; elle ne sera plus exposée à revêtir de son autorité une multitude de dispositions, dont il est impossible de prévoir les conséquences ; elle ne sera plus entraînée, à soutenir les actes de cette même autorité, long-temps encore après le moment où elle commence à douter de la perfection des conseils qui lui ont été donnés ; enfin, par une seule application grande et généreuse de la puissance souveraine, par un seul acte d'une confiance éclairée, votre majesté, en s'entourant des députés de la nation, se délivrera pour toujours, de cette suite d'incertitudes, et de balancemens, de défiances et de regrets qui doivent faire le malheur d'un prince, tant qu'il demeure sensible au bien de l'état et à l'amour de ses peuples. Les déterminations que votre majesté a prises, lui laisseront toutes les grandes fonctions du pouvoir suprême ; car les assemblées nationales, sans un guide, sans un protecteur de la justice, sans un défenseur des foibles, pourroient elles-mêmes, s'égarer ; et s'il s'établit dans les finances de votre majesté, un ordre immuable ; si la confiance prend l'essor qu'on peut espérer, si toutes les forces de ce grand royaume, viennent à se vivifier, V. M. jouira dans ses relations au dehors, d'une augmentation d'ascendant qui appartient encore plus à

une puissance réelle et bien ordonnée, qu'à une autorité sans règles. Enfin, quand V. M. arrêtera son attention ou sur elle-même, pendant le cours de sa vie, ou sur la royauté pendant la durée des siècles, elle verra que sous l'une et l'autre considération, elle a pris le parti le plus conforme à la sagesse ; V. M. aura le glorieux, l'unique, le salutaire avantage de nommer à l'avance, le conseil de ses successeurs, et ce conseil sera le génie même d'une nation, génie qui ne s'éteint point, et qui fait des progrès même avec les siècles ; enfin les bienfaits de votre majesté, s'étendront sur le caractère national ; car en le dirigeant habituellement vers l'amour du bien public, elle appuiera, elle embellira toutes les qualités morales que ce précieux amour inspire généralement.

Enfin, si par des revolutions imprévues, l'édifice élevé par votre majesté venoit à s'écrouler, si les générations suivantes ne vouloient pas du bonheur que V. M. va leur préparer, elle auroit fait encore un acte essentiel de sagesse, en calmant, ne fût-ce que pendant son règne, cet esprit de dissensions qui s'élève de toutes parts dans son royaume.

Cependant si une différence dans le nombre des députés du tiers état devenoit un objet ou un prétexte de discorde ; si l'on contestoit à votre majesté le droit de donner une décision préliminaire, demandée avec tant d'instance, par la plus grande partie de ses sujets, et qui conserve en entier les usages constitutifs des Etats-Généraux ; si chacun se livrant à une impatience déraisonnable, ne vouloit pas attendre de ces Etats-Généraux eux-mêmes, la perfection dont chacun se forme une opinion différente ; si l'on ne vouloit faire aucune attention à l'embarras dans lequel se trouve le gouvernement, au milieu de la fermentation présente et au milieu de ce combat des usages et de l'équité, des formes et de la raison ; enfin, si chacun mécontent de ce qui manqueroit à ses desirs, non pas pour toujours, mais pour l'instant le plus prochain, perdoit de vue le bien durable auquel il faut tendre ; si par des vœux particulières, on cherchoit à retarder l'assemblée des Etats-Généraux, et à laisser l'honorable constance de votre majesté, et, si votre volonté, sire, n'étoit pas suffisante pour vaincre ces obstacles, je détourne mes regards de toutes ces idées, je ne puis m'y arrêter, je ne puis y croire ; alors cependant, quel conseil pourrois-je donner à V. M. ? un seul, et ce seroit le dernier, celui de sacrifier à l'instant, le mi-

nistre qui auroit eu le plus de part à votre délibération.

De Londres, le 12 Mars.

A une assemblée du tiers état tenue dans une des provinces de France, il fut débattu si le clergé devoit être regardé comme formant un ordre, ou non ; on répondit, una voce, négativement.—Et lorsque les prélats firent des représentations, on leur dit que tant s'en falloît qu'ils formassent un ordre séparé, qu'ils ne pouvoient, sans manquer à l'engagement qu'ils avoient fait en embrassant leur profession, se mêler des intérêts temporaires de la province—allez-allez mes reverends peres, leur dit l'assemblée d'une voix " allez dire vos messes priez Dieu pour cette province, et gardez-vous bien de vous mêler de nos affaires, qui sont trop profanes pour des gens qui ne devoient s'occuper que des spirituelles." Le clergé fut obligé de se retirer, et on ne l'a point vu paroître depuis, dans l'assemblée.

De Paris, le 3 Avril.

Le nombre de brochures qu'a fait paroître la crise du jour en France, est vraiment incroyable—L'histoire tant ancienne que moderne, ne nous présente rien de semblable—La liberté de la presse étant accordée à tout le monde, il n'y a pas de jour qui ne voie éclore des millions de pamphlets parmi lesquels, il s'en trouve beaucoup de très-bien écrits, et qui attirent l'attention de nos meilleurs esprits. Ce grand concours de lumières, présenté à un grand Roi, qui a un grand courage et un grand ministre, ne peut manquer d'opérer la régénération de la France dont elle a un si grand besoin.

De PHILADELPHIE, le 20 Mai.

Des lettres de Providence mandent qu'une goelette de garda costa espagnole de 8 canons et de 45 hommes prit plusieurs batimens qui appartenoient aux Isles Bahama—Cette goelette étoit commandée par un L'degora, qui les mena tous à la Havanne. A cette nouvelles, le gouverneur des Isles Bahama expédia un sloop de 8 canons et 45 hommes d'équipage, qu'il envoya à la poursuite de la garda costa.

De NEW-YORK.

Le bill du revenu sera pris en considération Lundi prochain par le sénat—les-uns disent que la clause qui en limite la durée sera supprimée et que l'acte continu-

era jusqu'à ce que les raisons qui l'ont fait naître n'existent plus ; mais cette opinion n'est pas fondée, au moins, si nous en jugeons par le nombre de voix qui y étoient opposées.

L'établissement des trois départemens, comme on les a proposés, présente de grands avantages, s'ils sont constitués sur les principes qui ont été énoncés, dans la motion qui a été faite.

De BOSTON, le 28 Mai.

On lit dans une feuille d'hier, que d'après des avis particuliers de New-York, il est probable que le sénat trouvera le droit sur la mélasse trop haut ; et qu'il renverra le bill à la chambre avec une réduction de 6 à 3 sols par gal. La feuille, d'où nous tirons cet article, va même jusqu'à dire que la chambre des représentans le renverra sous la réduction de 4. T. et que le bill passera le sénat—mais tout ceci n'est que conjecture.

* * Il y a long-temps que nous aurions offert une apologie pour les fautes sans nombre qui se sont glissées dans chaque No. de cette feuille, si l'indulgence de nos abonnés avoit pu se refuser aux obstacles, et aux difficultés de tous les genres qui se présentent à chaque pas que nous faisons dans cette marche épineuse que le desir ardent de nous rendre utiles, pouvoit seul nous faire entreprendre, que la considération des citoyens de l'Amérique, nous invite à continuer, et que son accueil favorable peut nous rendre avantageuse, en contribuant à l'utilité des deux mondes. Au reste la protection dont nous ont déjà honorés les personnages les plus illustres de ce continent nous prouve que si notre entreprise n'est pas encore mûre, elle a au moins pris racine.

Il nous est bien flatteur de pouvoir annoncer à nos lecteurs que les paquebots ont été rétablis par ordre du gouvernement le 1er. de Mars dernier—Ces paquebots doivent partir de Bordeaux, tous les deux mois d'où ils doivent se rendre à New-York, où ils resteront quelques jours, et de là ils iront à Norfolk en Virginie.

* * Nous aurions pu donner dans ce No. le bill du revenu, tel qu'il a passé la chambre des représentans ; mais comme il n'a pas encore passé le sénat, et qu'il est probable qu'il recevra des changemens, nous attendrons qu'il soit complet, pour le publier.

**Prix Courans—Prix des Fonds publics—et
état du change entre Boston et les principales
villes commercantes de l'Europe.**

* * Les prix annexés aux articles ci-dessous sont
en chélins. Le chélin, ou fol de Boston, vaut 12 déni-
ers, le dénier vaut 6 liards de France.

IMPORTATION.

Par Livre.

C AFFE	12. 4d.
Cloux de Girofle	12s.
Corinthes	8d.
Coton	11. 6d.
Indigode St. Domingue	6s.
Noix de Muscade	40s.
Peaux de Bœuf	3d.
Piment	1s.
Poivre	2s.
The {	
Hyson	10s. à 18s.
Souchong	6s. 8d.
Congo	6s.
Bohea	11. 6d.

Par Quintal de 112lb.

Cacao	50 à 54s.
-------	-----------

Par Bushel.

France	11. 3d.
Liverpool	11. 2d.
Lisbonne	11. 6d.
Cadix	11. 6d.
Îles Turques	11. 8d.

Par Caiffe.

Genièvre d'Hollande	20s.
---------------------	------

Par Tonneau.

Chanvre de Riga	50s.
-----------------	------

Par Gallon.

Bois d'Acajou,	4 à 8d.
le pied courant	

Par Gallon.

Eaux de Vie de Nantes	3s.
-----------------------	-----

Par Gallon.

—de Bourdeaux	3s. 2d.
---------------	---------

Par Gallon.

Huile d'Olive	6s.
---------------	-----

Par Gallon.

Esprit de la Jamaïque	3s.
-----------------------	-----

Par Gallon.

Rum d'Antigue	21. 5d.
---------------	---------

Par Gallon.

—Îles du Vent	21. 4d.
---------------	---------

Par Gallon.

Sirop ou Mélassé	11. 5d.
------------------	---------

Par Gallon.

Malaga	3s.
--------	-----

Par Gallon.

Oporto	7s.
--------	-----

Par Gallon.

Fayal	3s.
-------	-----

Par Gallon.

Teneriffe	3s.
-----------	-----

Par Pipe.

Vin de Madère	40 à 80l.
— de Lisbonne	30 à 32l.
Vin de Bourdeaux,	
par barrique	3l.

EXPORTATION.

Par Livre.

A NCRES	6d.
Amidon	6d. à 11.
Blanc de Baleine raffiné	2/6.
Beurre	6d.
Cire d'Abeilles	11. 6d.
Chanvre du Pays	6d.
Chandelles de blanc	
de Baleine	2/6.
do. de Suif, moules	6d.

Par Livre.

Chocolat	10d.
Ginseng	21. 6d.
Indigode la Caroline	31. 2/6.
Jambons	6d.
Lin	6d.

Par Livre.

Castor	5 à 10s.
Loutre	15 à 30s.
Renards	51. à 71. 6d.
Ours	10 à 18s.

Par Livre.

Plumes	11. 2d.
--------	---------

Par Livre.

Poudre à Canon	11. 6d.
----------------	---------

Par Livre.

do. à Giboyer	21.
---------------	-----

Par Livre.

Savon	6d.
-------	-----

Par Livre.

Suif	5d.
------	-----

Par Livre.

Sain-doux ou mantegre	6d.
-----------------------	-----

Par Livre.

Sucre royal	11. 6d.
-------------	---------

Par Livre.

do. en Pain	10d.
-------------	------

Par Quintal de 100lb.

James River	30s.
-------------	------

Par Quintal de 100lb.

Rappahannock	30s.
--------------	------

Par Quintal de 100lb.

Maryland, jaune	30s.
-----------------	------

Par Quintal de 100lb.

do. noir	30s.
----------	------

Par Quintal de 100lb.

Caroline	24s.
----------	------

Par Quintal of 112lb.

Cordage	54s.
Morue	14s.
Pain d'Equipage 20 à 21s.	
do. dit de Pilote	24s.
Riz de la Caroline	21s.

Par Tonneau.

Acier	50s.
Fer, coulé	22s.
do. en vergés	24s.
Potasse	30s.
Peail-asse	32s.

Par Baril.

Bœuf	40s.
Brai	15s.
Fine pt. net 96lb.	34s.
Commune do.	32s.
Mahi do.	16s.
Goudron	10s.
Poix	15s.
Porc de 218lb. net	60s.
Résine	10s.

Par Bushel.

Avoine	11. 6d.
Bld noir	21. 6d.
do. de Turque ou Mahi	
Froment	6s.
Graine de Lin	41. 6d.

Par Gallon.

Lin	41.
Spermaceti	31. 4.
Baleine	21.
Morue	11. 10d.

Par Mil de 1200 Pieds.

Pipe	10l.
Boucans ou barriq.	6l.
Barils	3l.
Feuillards de 1200 brins	3l.

Le quintal de ce pays

est le même que celui d'An-
gleterre, & correspond à
91lb. poids de France &
d'Hollande.—Le tonneau
est estimé 20 quintaux de
112lb.

Le bushel est le même
que celui d'Angleterre, &
contient 8 gallons, dont
deux font à peu près une
velte de Bourdeaux.

EFFETS PUBLICS.

Comptes arrêtés [final settlements]	41. 8d.	Cours 20 meetings.
Certificats du bureau d'emprunt	41. 8d.	
Coupons d'intérêts	31. 4.	
Ordres sur l'impôt et l'accise	6s.	
Notes de l'armée	6s.	
Ordres en argent		
Ordres du No. 2 et du No. 3		
Papier-monoye de la nouvelle en Massachusetts,—6 pour 1.		

Cours du C'm

Sur Londres, à 30 J. d'us. 5	au dessus du pair.
Sur do. à 60 do. 4	
Sur do. à 90 do. 3	
Sur France, à 30 do. au par.	
Sur Amsterdam, à 60 do. au pair.	

A BOSTON, de l'Imprimerie de SAMUEL HALL, Libraire, dans le Cornhill
où l'on peut se procurer chaque Numéro.—On souscrit, pour le COURIER DE
chez M. Hall; à Salem, chez MM. Dabney et Cushing; à New-York, chez M.
Greenleaf, et John Fenno; à Philadelphie, chez M. Mathew Carey; et chez les
principaux Imprimeurs des Etats-Unis.—L'Editeur se fera un plaisir, et même un
de recevoir et de traduire tous les morceaux utiles qu'on voudroit lui commun.
dans tous les genres, sur-tout sur le commerce.